

## Un rêve d'exil

Comme presque chaque année, les députés ne sont pas nombreux à s'intéresser au contenu de la loi de finances en cours d'examen. Le terme est un peu fort pour cette formalité.

L'assiduité n'est d'ailleurs pas nécessaire pour les "élus" d'une Assemblée que le vrai pouvoir compose de manière à s'éviter toute surprise au moment du vote.

De son côté, le pouvoir "législatif" se satisfait du "devoir surveillé" de la commission des finances et des contestations récréatives des députés de l'opposition. Les absentéistes ne sont pas inconséquents : le pouvoir les paye pour dire oui, et ils le rendent bien : la plupart ne se déplacent à l'Assemblée que le jour où ils doivent approuver. C'est donc tout naturellement que les parlementaires étaient ailleurs que là où leur mandat leur commande d'être, alors même que la loi de finances pour 2018 est porteuse d'une grande menace sur les équilibres financiers du pays. Cette désinvolture est significative du mépris que nous vouons massivement à la chose commune. Dans notre système de pouvoir, les affaires de la Cité intéressent d'abord ceux qui en font commerce.

Ce fait de culture politique est commun à toutes les sociétés régies par un système autoritaire. La politique, du fait de son impuissance à influencer sur l'autorité absolue, y est réduite à un statut de métier, dans le sens alimentaire du terme, voire à l'état d'option affairiste parmi d'autres pour certaines ambitions sociales. Mais chez nous, le régime, grisé par l'abondance de ressources providentielles jusqu'à la perte du sens des réalités, a fait de la politique une industrie, une activité de spéculation. Il suffit juste de se défaire de ses convictions, quand on en a, histoire de ne pas souffrir de la frustration de ramer à contre-courant de sa conscience, pour "réussir". Grâce à ce genre d'efforts, la scène politique nationale a formé quelques remarquables traders de la bourse politique.

Ici, l'inconvénient, en plus de voir l'État dépenser la rente pour produire du silence et de l'allégeance, c'est d'avoir désespéré de larges pans de la société de réussir sans compromission politique. Les dernières générations ont grandi dans la conviction de leur impuissance à changer leurs conditions par le simple effort. Elles désespèrent du travail, du talent, des études, de l'entrepreneuriat. Du bonheur de réussir. Du pays, tout simplement ! En un mot, ou tu fais de la politique à la manière qu'on t'impose ou tu vas tenter ta chance ailleurs. Même les enfants se sont faits à cette réalité : on voit des harragas de onze ans !

Nos dirigeants eux-mêmes sont conscients d'avoir lancé le pays dans une pente de contre-développement : eux aussi "réussissent" individuellement ici pour préparer l'avenir de leurs enfants "là-bas". À force de montrer l'exemple, leur pédagogie du sauve-qui-peut a imprégné la société entière : on étudie pour émigrer, on économise pour émigrer, on se noie pour émigrer, on se marie pour émigrer...

C'est cela le résultat de ce système où la politique, non contente de stériliser l'effort et le mérite, les a remplacés. Et les députés, qui partagent ce "rêve algérien" exportable, savent qu'assidus ou absentéistes, ils ne peuvent rien pour le citoyen. Ils sont dehors à chercher, eux aussi, leur salut.

**M. H.**